



Togo

PLAN

PRÉSENTATION GÉNÉRALE
ZONE UEMOA
LE TOGO EN BREF

INDICATEURS DE CONJONCTURE
POLITIQUES
DÉMOGRAPHIQUES
ÉCONOMIQUES
FISCALITÉ
COMMERCE
CROISSANCE

INVESTISSEMENT / DOING BUSINESS
RELATIONS INTERNATIONALES

RISQUES DU PAYS

COVID
LE MAROC AU TOGO
SYNTHÈSE



| PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Présentation de la ZONE UEMOA

Après la dévaluation du FCFA en 1994, les Etats d'Afrique de l'ouest par la voix de leur présidents respectifs, décidèrent de s'unir pour faire face à la crise. Ainsi cette union devait permettre de dépasser les limites du dispositif de l'union monétaire en ajoutant la dimension économique à la dimension monétaire pour renforcer et approfondir la création d'un espace économique régional intégré

l'UEMOA est constituée par **des organes de direction** que sont la Conférence des chefs d'Etat, le Conseil des ministres et la Commission, **des organes de contrôle parlementaire et juridictionnel** que sont le Comité inter parlementaire, la Cour de justice et la Cour des comptes, et **des organes consultatifs** que sont la Chambre consulaire régionale ainsi que deux institutions spécialisées autonomes que sont la (BCEAO) et la (BOAD).

BCEAO

C'est la banque centrale des états d'Afrique de l'ouest créée en 1962. Aux termes des dispositions du Règlement n°15/2002/CM/UEMOA relatif aux systèmes de paiement dans les pays de l'UEMOA, un rôle primordial est confié à la BCEAO pour assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement. Ainsi, la Banque Centrale assure les fonctions d'opérateur, de participant et de surveillant des systèmes de paiement. En tant qu'institution financière, la BCEAO participe pour son compte ou pour ceux des Etats aux échanges dans les systèmes de paiement. Le rôle de la BCEAO en matière de gestion des systèmes de paiement est contenu dans ses statuts et dans le Règlement communautaire sur les systèmes de paiement.

BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Elle a été créée par Accord signé le 14 novembre 1973. La BOAD est devenue opérationnelle en 1976. Les Etats membres sont : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Par traité de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) signé le 10 janvier 1994 et entré en vigueur le 1er août 1994, la BOAD est une institution spécialisée et autonome de l'Union. Elle concourt en toute indépendance à la réalisation des objectifs de l'UEMOA sans préjudice des objectifs qui lui sont assignés par le traité de l'UMOA.

La BOAD est un établissement public à caractère international qui a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses Statuts, de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest.

UEMOA - VUE D'ENSEMBLE

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

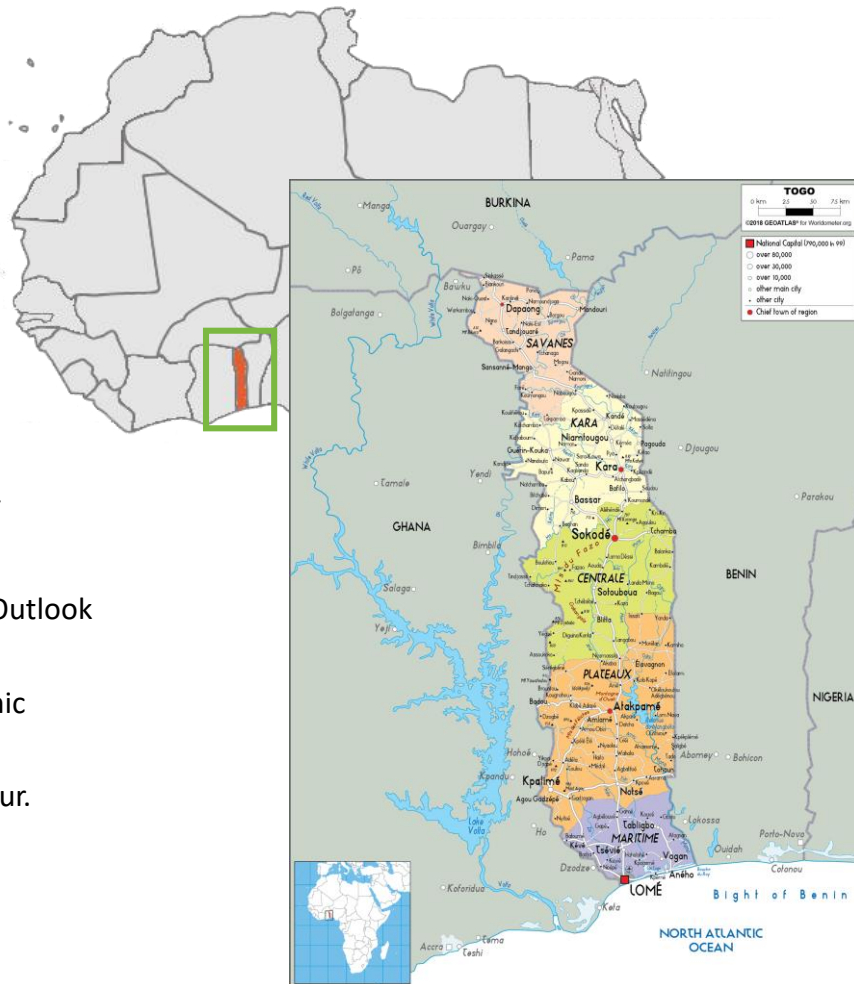
Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019. (Source: INS/C. UEMOA : RSM juin 2020)



	Togo	Burkina Faso	Sénégal	Mali	Niger	Bénin
Évaluation pays	C	C	B	D	C	B
Environnement des affaires	B	C	B	D	C	C

1- LE TOGO EN BREF

- **Pays D'AFRIQUE DE L'OUEST**
- **Superficie** : 56 600 Km²
- **Population** : **8 278 737** millions d'habitants
- **Capitale** : LOME
- **Monnaie** : Franc CFA (XOF)
 1 XOF = 0,0018 USD, 1 USD = 553,7136 XOF
 1 XOF = 0,0015 EUR, 1 EUR = 655,9570 XOF
- **Langues** : Français
- **Autres langues** : Ewe and Mina, Kabye and Dagomba
- **Pays frontaliers** : Burkina Faso, Bénin, Ghana
- **PIB 2020** : 7,6 MMUSD (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **PIB par habitant** : 915 USD (Source : FMI - World Economic Outlook Database, 2020)
- **Niveau de développement** : Pays à revenu moyen inférieur.
IDH: 0,515 (167^e)
- **Inflation** : 1,2%

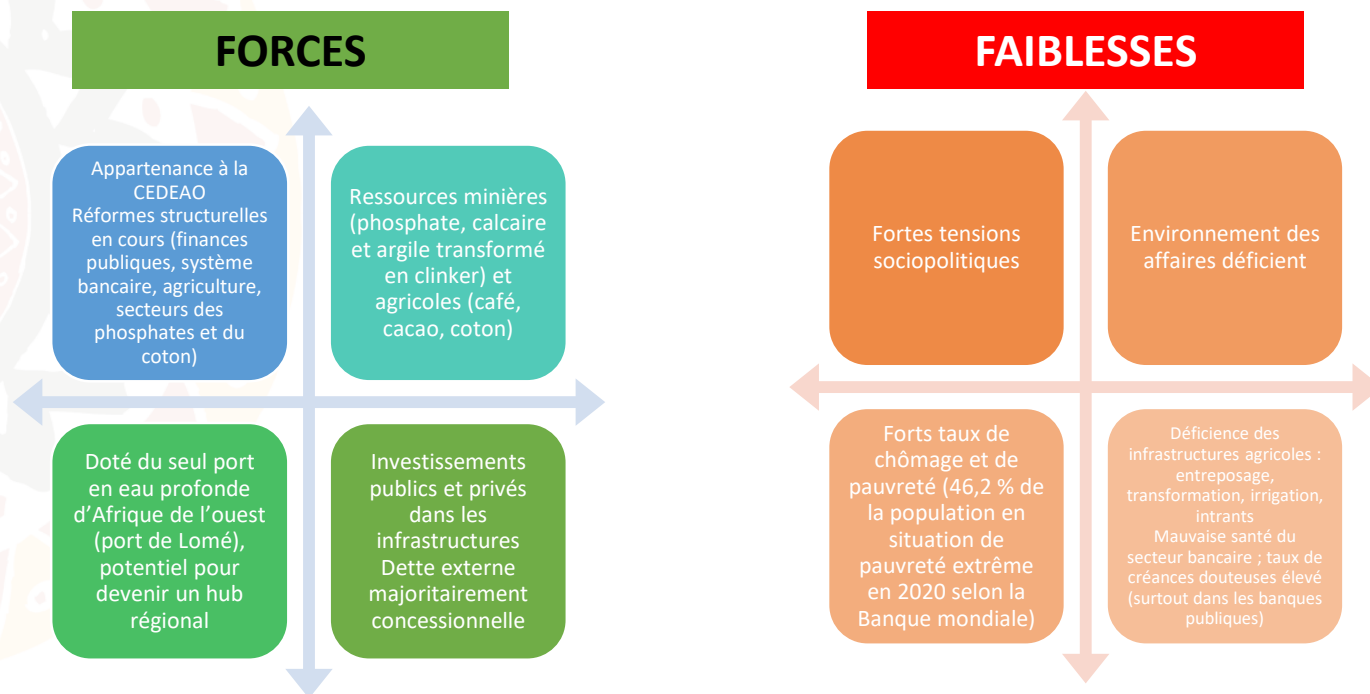


1- LE TOGO EN BREF

Le **Togo** est un pays d'Afrique de l'Ouest. Il est l'un des plus petits États africains, s'étirant sur environ 700 kilomètres du nord au sud avec une largeur n'excédant pas 100 kilomètres, limité au nord par le Burkina Faso, au sud par le golfe de Guinée, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana.

Incapable pendant des années d'effectuer des investissements importants dans de nombreux domaines, notamment les transports et industries, le pays n'a pas assez profité de la croissance économique mondiale des années 2000. Il a aussi moins souffert de la crise économique des dernières années.

Point positif : l'alphabétisation du pays est enfin en marche rapide. Le taux d'alphabétisation a nettement progressé, passant de 65 % en 2008 à 84 % en 2017.



| 2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Politique

Liberté politique : 15/40

Libertés individuelles : 28/60

Score: 43/100

Source : Liberté dans le monde 2019, Freedom House

En mai 2019, malgré une contestation, parfois violemment réprimée, le Parlement a voté une révision constitutionnelle limitant à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs, mais sans effet rétroactif. Le Président sortant, Faure Gnassingbé, a alors pu se représenter aux élections présidentielles de février 2020 dont il est sorti vainqueur avec 72,4% des voix pour un taux de participation de 76,6%, lui permettant ainsi d'exercer un quatrième mandat consécutif.

Président: Faure Gnassingbé (depuis le 4 mai 2005, réélu en 2010, 2015 et 2020)

Premier ministre: Victoire Sidémého Dzidudu Dogbe Tomegah (depuis le 28 septembre 2020)

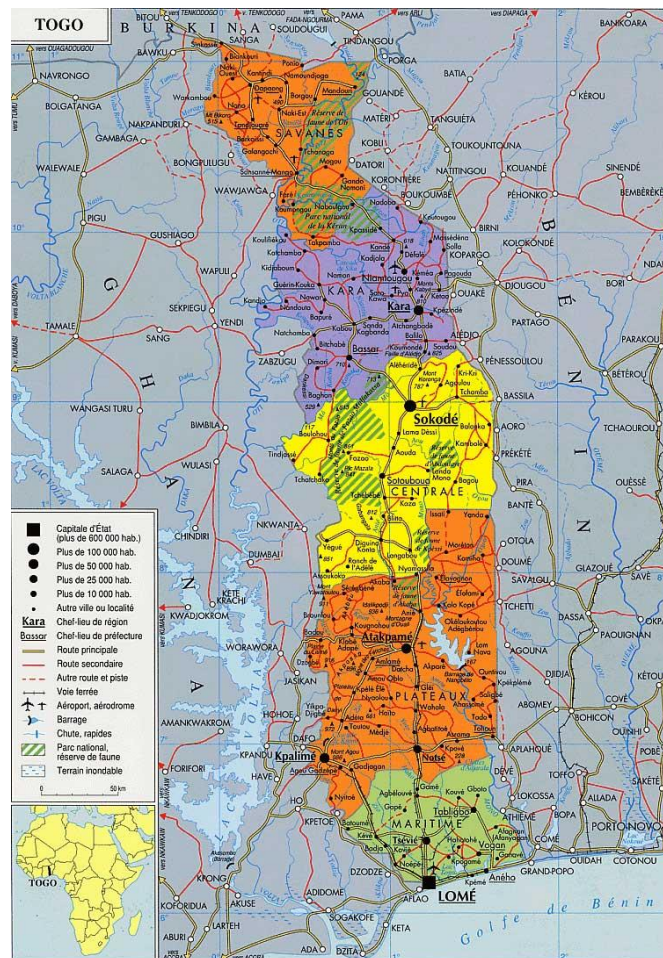
Le président est le chef de l'État et le chef du gouvernement et est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans renouvelable. Le Premier ministre est nommé par le président. Le Conseil des ministres est nommé par le président (qui le préside également) sur avis du Premier ministre. Le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement (article IV de la Constitution). Le Premier ministre assure l'exécution des lois.

Après consultation du Premier ministre et du président de l'Assemblée nationale, le président de la république peut décider de dissoudre le parlement.

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Démographie

- Population totale : 8 278 737
- Accroissement naturel : 2,4%
- Population urbaine : 42,8%
- Densité : 145 habitants / Km2
- Age moyen : 19,35 ans
- Espérance de vie : Hommes: 60,43 Femmes : 62,4
- Population active : 5 546 753
- Taux d'activité : 67%
- Origines ethniques : Groupe Kwa : *Peuple Ewe (sud) 22 % de la population Ouatchi 10 %Guin (sud)*
Groupe Gur : *Kabye (nord et centre) 13 % Tem (centre) Bétammaribé ou Bétanmarba (nord) Moba-Gourma (nord) Tchamba ou les Kasselems (centre)*
- Religion : Animistes, Chrétiens , Musulmans
- Taux d'alphabétisation : 84,29 %



2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA) : 18%

Les services financiers, d'assurance, médicaux et de transport sont exonérés de TVA. Aucun taux réduit n'est disponible (même si le taux de TVA pour l'hôtellerie et la restauration ont été réduits à 10% en 2020, à la suite de la crise de la Covid-19). Des droits d'accise sont perçus sur le tabac (150 %), le café (10 %), les boissons sans alcool (5 %, à l'exclusion de l'eau), la bière (18 %) et les autres spiritueux (50 %). Une taxe sur la consommation de carburant est prélevée à des taux allant de 0 XOF à 60 XOF par litre, selon le type de carburant.

➤ IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS : 27%

Il n'y a pas d'impôt spécifique sur les plus-values au Togo, les plus-values réalisées par les sociétés sur la vente d'actifs ou de biens immobiliers étant considérées comme un revenu imposable (certaines exonérations et allègements peuvent s'appliquer). Les résidents et les non-résidents sont soumis à l'impôt sur les plus-values sur les transferts directs ou indirects de biens immobiliers, les gains provenant du transfert d'actions et de permis miniers et les licences délivrées par le gouvernement. Les taux d'imposition sont de 7 % pour les gains provenant de la cession de propriété ou de droits de propriété et des transferts d'actions et de 15 % pour les permis miniers ou les transferts de licence.

➤ Autres TAXES

Les autres impôts pour les entreprises comprennent : une taxe sur les salaires de 3 % sur les salaires bruts, les cotisations sociales (17,5% du salaire de l'employé est payé par l'employeur), une taxe foncière de 15 % sur la valeur locative du bien immobilier, des droits de timbre, un droit d'enregistrement de 2% par apport de capital, un droit d'enregistrement de 35 000 FCFA sur les mutations immobilières.

COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES

	Togo	Afrique Subsaharienne	USA	Allemagne
Nombre de paiements de taxes par an	69,0	38,8	10,6	9,0
Temps requis pour les formalités administratives en heures	159	304,2	175,0	218,0
Montant total des taxes en % des profits	48,2	47,0	43,8	49,0

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Fiscalité

➤ TAXE SUR LE REVENU DES PERSONNES

Impôt sur le revenu des personnes physiques	Taux progressifs de 0% à 35%
De 0 XOF à 900 000 XOF	0,5%
De 900 001 XOF à 4 000 000 XOF	7%
De 4 000 001 XOF à 6 000 000 XOF	15%
De 6 000 001 XOF à 10 000 000 XOF	25%
De 10 000 001 XOF à 15 000 000 XOF	30%
Au dessus de 15 000 000 XOF	35%
Bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et bénéfices agricoles	30%

➤ Les retenues à la source

Dividendes : 7% (si l'entreprise versant le dividende est coté au sein de l'UEMOA)/13%, Intérêts : 0% (emprunts obligataires gouvernementaux long-terme)/3% (emprunts obligataires gouvernementaux moyen-terme)/6% (taux normal pour les entreprises), Royalties : 5% (résident avec un numéro fiscal)/10% (résident avec un numéro fiscal)/20% (non-résidents).

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

- **IMPORTATIONS DE BIENS : 1 811 991 883 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE BIENS : 1 055 109 029 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **IMPORTATIONS DE SERVICES : 448 750 739 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)
- **EXPORTATIONS DE SERVICES : 610 027 789 \$** (Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce, 2019)

COMTRADE- Dernières données disponibles.

Principaux fournisseurs (% des importations)	2019
Chine	21,8%
France	8,1%
Etats-Unis	6,6%
Inde	4,8%
Pays-Bas	4,7%
Voir plus de pays	54,0%

Principaux clients (% des exportations)	2019
Burkina Faso	14,4%
Bénin	12,0%
Inde	11,7%
Ghana	8,7%
Mali	8,2%
Voir plus de pays	45,1%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur <i>(en % du PIB)</i>	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) <i>(millions USD)</i>	-965	-644	-782	n/a	n/a
Balance commerciale (services inclus) <i>(millions USD)</i>	-822	-502	-626	n/a	n/a
Importations de biens et services <i>(croissance annuelle en %)</i>	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations des biens et services <i>(croissance annuelle en %)</i>	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services <i>(en % du PIB)</i>	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations des biens et services <i>(en % du PIB)</i>	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale , dernières données disponible

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Commerce

Produits & Services Échangés

1,8 Mds USD de produits importés en 2019	
Médicaments (à l'excl. des produits du n° 3002,...)	6,5%
Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	4,5%
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,5%
Huile de palme et ses fractions, même raffinées,...	3,2%
Motocycles -y compris les cyclomoteurs- et cycles ...	3,2%
Voir plus de produits	79,1%

0,9 Mds USD de produits exportés en 2019	
Coton, non cardé ni peigné	10,7%
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulv...	10,2%
Phosphates de calcium et phosphates...	8,5%
Articles de transport ou d'emballage, en matières...	8,0%
Produits de beauté ou de maquillage préparés et pr...	8,0%
Voir plus de produits	54,6%

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Investissement / Doing Business

	Togo	Afrique Subsaharienne	USA	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

NOTE:

*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes.

**Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

*** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

**** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Investissement Direct Etranger	2017	2018	2019
Flux d'IDE entrants (millions USD)	89	- 183	133
Stocks d'IDE (millions USD)	1,772	1,514	1.619
Nombre d'investissements greenfield*	1	2	12

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère

2- INDICATEURS DE CONJONCTURE

Relations avec la communauté financière internationale

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017	2018	2019
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54	655,68	658,31

Au Togo, le commerce extérieur représente 72% du PIB, selon les dernières données disponibles de la Banque mondiale. Le pays est membre de l'OMC depuis 1995. Les principales exportations du Togo sont les denrées alimentaires, les matières plastiques, les phosphates, le ciment et le coton, et les principales importations comprennent des produits chimiques, des produits pétroliers, des produits de cuisine, des produits alimentaires et des machines. Les principales destinations des exportations sont le Burkina Faso, le Bénin, l'Inde, le Niger et le Ghana, tandis que les importations proviennent essentiellement de Chine, de France, des États-Unis et des Pays-Bas.

(Comtrade).

3- RISQUES DU PAYS

Commerce

Cette nation ouest-africaine a une balance commerciale déficitaire. Les exportations totales ont atteint 1,1 milliard de USD tandis que les importations totales ont augmenté à 2,1 milliards de USD en 2019 (données de l'OMC). En 2019, les importations de services du Togo ont atteint 506 millions de USD tandis que les exportations de services ont augmenté à 607 millions de USD. Les principaux défis à la croissance auxquels le Togo est confronté sont la libéralisation des échanges, la suppression de certains monopoles publics et l'assouplissement des procédures douanières. Les droits appliqués dans le pays sont plus élevés que dans les pays voisins (avec un taux moyen de 10,3%). Cependant, le Togo a développé un réseau d'infrastructures de transport, ce qui lui a permis d'améliorer sa position de hub régional.

LES COOPÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

Le TOGO est membre de la Membre de [la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest \(CEDEAO\)](#)
Membre de [l'Union économique et monétaire ouest africaine \(UEMOA\)](#)

L'ÉVALUATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

[Barrières sanitaires et phytosanitaires](#), recensées par l'UE

DROIT DE DOUANE MOYEN (hors produits agricoles) : 14, 2%

3- RISQUES DU PAYS

Investissement

Créer une entreprise	Togo	Afrique subsaharienne
Procédures (nombre)	4,00	7,80
Temps (jours)	5,50	27,30

Sources : Doing business / <https://www.doingbusiness.org/en/data/exploreeconomies/starting-a-business>

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	32,4	19,2	48,4
Valeur ajoutée (en % du PIB)	18,8	22,7	49,3
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	1,3	5,3	0,9

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

| 3- RISQUES DU PAYS

Covid-19

ITEM	LIEN / info
ÉVOLUTION ÉPIDÉMIE COVID 19	https://covid19.gouv.tg/
MESURES SANITAIRES	https://covid19.gouv.tg/
RESTRICTIONS SANITAIRES	https://infopages.traveldoc.aero/information/coronavirus
RESTRICTIONS IMPORT/EXPORT	https://www.otr.tg/index.php/fr/884-l-otr-informe-sur-les-mesures-d-accompagnement-fiscales-et-douanieres-durant-la-pandemie-du-covid-19.html
PLAN DE RELANCE	https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#T
PLAN DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	https://www.togofirst.com/fr/gouvernance-economique/0605-5475-sandra-johnson-detaille-le-plan-de-soutien-au-secteur-prive

3- RISQUES DU PAYS

Selon le FMI, en 2020, le Togo a enregistré sa première année sans croissance depuis 2005. En 2021, la croissance passera à 3,5% contre 0,7% l'année dernière. Cette performance sera principalement tirée par l'agriculture, les exportations de phosphate et le trafic portuaire

Le pays a mis en œuvre un plan de 70 millions de dollars pour répondre à la pandémie de coronavirus. Il a également décidé de verrouiller ses frontières terrestre et maritime, de fermer les écoles et de déclarer une urgence sanitaire. En 2021, l'inflation devrait légèrement augmenter, passant de 1,8 % en 2020 à 2 %, bien en deçà du critère de l'UEMOA. Le ratio dette/PIB passera de 57,6 % en 2020 à 60 % en 2021. Le déficit global atteindra 3,6%. Les autorités ont mis en œuvre des réformes structurelles visant à stimuler la collecte des recettes. Celles-ci incluent, entre autres, la création et l'harmonisation des numéros d'identification fiscale, la réduction des coûts de conformité grâce à des télé-procédures et la réduction des exonérations fiscales. Le Togo prévoit également d'adopter la budgétisation par programme à partir de 2021 pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Les efforts visant à réformer le pays et à le rendre plus favorable aux affaires ont conduit à renforcer son classement dans le dernier rapport Doing Business. Le Togo fait désormais partie des meilleurs réformateurs du monde selon cet indice. Il a un fort potentiel en termes d'agriculture, qui représente 28% du PIB du pays et emploie 62,5% de la population active (ILOSTAT). Cependant, ce potentiel reste sous-exploité. Le pays possède également des gisements de clinker, qui alimentent une industrie du ciment dynamique. Le port de Lomé est un atout majeur: c'est l'un des plus grands ports de la région, et le transport de marchandises vers les pays voisins a conduit à la création d'une industrie de services. Le secteur industriel, resté longtemps sous-développé, est en cours de privatisation. A l'avenir, les grands groupes miniers (Elenito, Wengfu) devraient commencer à opérer au Togo, ce qui devrait contribuer à améliorer l'approvisionnement électrique du pays, car actuellement, seulement 46,9% de la population a accès à l'électricité (Banque mondiale).

Comme l'économie est principalement informelle, les emplois ont été touchés par la pandémie. Selon la Banque mondiale, 62% des effectifs ont été touchés par la crise. Les secteurs les plus touchés sont les services (49%) et l'agriculture (41%). En 2019, le taux de chômage dans le pays était de 8,9% (estimation de l'OIT).

| 4- MAROC / TOGO

Accords Récents

2016 - Accords de Coopération Douanière

<https://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Finances/Accord-de-cooperation-douaniere-entre-le-Togo-et-le-Maroc>

2018 – Visa Free pour les Togolais

<http://tvf.tg/signature-accord-exemption-de-visa-togo-maroc/>

2021 – 100 bourses pédagogiques pour les étudiants togolais au Maroc

<https://www.republiquetogolaise.com/politique/1105-5502-lome-et-rabat-renforcent-leur-cooperation>

Les entreprises marocaines au Togo

Plusieurs entreprises marocaines issues de secteurs divers interviennent dans la politique d'expansion économique continentale. Banque/Assurance, Services, Télécom, Immobilier et BTP forment des leviers à partir desquels le Maroc s'impose en tant que partenaire économique privilégié des pays africains.

- Attijariwafa Bank
- Banque populaire du Maroc
- Bank of Africa (BOA)
- l'opérateur téléphonique Moov (Maroc Telecom)
- Groupe Saham

5- SYNTHÈSE

Le Togo fait partie des 14 pays africains sélectionnés par le Fonds monétaire international (FMI), pour bénéficier des nouveaux droits de tirage spéciaux (DTS). La part du Togo dans cette enveloppe est estimée à 208 millions de dollars, soit environ cent seize milliards cent soixante-dix millions deux cent quarante-six mille quatre cents (116 170 246 400) francs CFA. Avec ce montant, le pays compte accroître ses liquidités, complétant ses réserves de change et réduisant sa dépendance à l'égard d'une dette intérieure ou extérieure plus chère, dans le contexte actuel de crise sanitaire.

Après plusieurs années de politique budgétaire restrictive ayant permis d'alléger la dette publique, le ralentissement économique a mécaniquement diminué les recettes budgétaires de 7% et augmenté les dépenses publiques de 10% (avec la mise en œuvre de différents plans économiques et sociaux représentant environ 1,8% du PIB), creusant fortement le déficit public. En conséquence, la dette s'est alourdie, alors que le Togo consacre déjà 65% de ses ressources publiques hors dons au service de celle-ci selon le FMI. L'initiative de suspension du service de la dette du G20 n'aura qu'un impact très modéré selon Moody's (0,4% du PIB pour 2020), étant donné que les paiements au titre du service de la dette aux créanciers externes concernés par cette initiative sont bien inférieurs à ceux destinés aux créanciers internes (respectivement 1,4% contre 13,8% du PIB) du fait de la nature très concessionnelle de la part externe de la dette (34% du PIB).

Le déficit courant s'est creusé en 2020, suite, notamment, à une chute des exportations. En effet, l'important déficit des biens a été aggravé par une diminution de 7,4% des exportations, due à la diminution du cours du phosphate au premier trimestre 2020 (27% des exportations), quand bien même la baisse des prix du pétrole a contribué à contenir la facture des importations. L'excédent des services s'est aussi creusé, suite à une forte baisse du transport et du tourisme (respectivement 7% et 15% des exportations). De surcroît, les envois de fonds, qui représentaient 7% du PIB en 2019, ont diminué suite aux conséquences de la pandémie dans les pays développés. En 2021, malgré la demande modérée des partenaires commerciaux, le redressement attendu des cours des principaux produits d'exportation (phosphate, cacao, coton) permettra un rebond des exportations de 10%. Du fait de la diminution des IDE, le déficit majoré de 2020 n'a pu être financé que par un recours accru à l'aide internationale : 70 millions de dollars de la banque mondiale.

L'économie togolaise peut repartir rapidement. L'affaiblissement de la pandémie et la croissance de l'économie mondiale sont les conditions principales. Dans ce scénario, le PIB réel augmenterait de 4,3 % en 2021 et de 5,6 % en 2022, stimulé par le secteur agricole, le rétablissement des investissements dans les secteurs des transports, de l'énergie et le secteur manufacturier. L'inflation devrait rester élevée par rapport aux niveaux d'avant la pandémie, à 1,9 % en 2021 et 2,1 % en 2022. Le déficit budgétaire ne s'améliorerait que lentement, car le gouvernement maintiendra le niveau des dépenses publiques pour soutenir l'investissement et la reprise des activités économiques. Le déficit budgétaire serait de 4 % du PIB en 2021 et de 3,4 % en 2022. Il est prévu que le déficit soit financé par un effort d'efficacité dans la perception fiscale, notamment en assurant un meilleur suivi des exonérations et de la base imposable. Le déficit de la balance courante devrait baisser à 2,8 % du PIB en 2021 et à 2,3 % en 2022, avec l'augmentation des exportations.